



C(Extr.)/20/3

ORIGINAL : anglais

DATE : 10 avril 2003

UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES
GENÈVE

CONSEIL

Vingtième session extraordinaire
Genève, 11 avril 2003

**EXAMEN DE LA CONFORMITÉ DU DÉCRET SUR LA PROTECTION
DES OBTENTIONS VÉGÉTALES DU VIET NAM AVEC L'ACTE
DE 1991 DE LA CONVENTION UPOV**

Document établi par le Bureau de l'Union

Introduction

1. Par lettre datée du 18 février 2003, adressée au secrétaire général de l'UPOV, M. Bui Ba Bong, vice-ministre de l'agriculture et du développement rural de la République socialiste du Viet Nam (ci-après dénommée "Viet Nam"), a demandé l'examen du décret n° 13/2001/ND-CP sur la protection des obtentions végétales du Viet Nam (ci-après dénommé "décret"), adopté le 20 avril 2001, sous l'angle de sa conformité avec l'Acte de 1991 de la Convention UPOV (ci-après dénommé "Acte de 1991"). Cette lettre est reproduite à l'annexe I du présent document. L'annexe II contient une traduction en anglais du décret communiquée par le Gouvernement du Viet Nam.

2. Le Viet Nam n'a pas signé l'Acte de 1991. En vertu de l'article 34.2) de l'Acte de 1991, il doit déposer un instrument d'adhésion pour devenir partie contractante sur la base de l'Acte de 1991. Conformément à l'article 34.3) de l'Acte de 1991, un instrument de ce type ne peut être déposé que si l'État en question a demandé l'avis du Conseil au sujet de la conformité de ses lois avec les dispositions de la convention et si la décision du Conseil qui exprime cet avis est positive.

L'annexe II est en anglais seulement

Fondement de la protection des obtentions végétales au Viet Nam

3. La protection des obtentions végétales au Viet Nam sera régie par le décret et son règlement d'exécution. Le Bureau de l'Union a été informé par une communication directe de M. Bui Ba Bong qu'une nouvelle loi sur les semences à laquelle le décret sera subordonné va être élaborée dans un avenir proche. Les éventuelles modifications à apporter aux dispositions du décret pourront être mises en œuvre à l'occasion de l'adoption de cette nouvelle loi. On trouvera ci-après une analyse du décret dans l'ordre des dispositions de droit matériel de l'Acte de 1991.

Article premier de l'Acte de 1991 : Définitions

4. L'article 2 du décret contient la définition des termes pertinents utilisés dans le décret.

5. Dans la définition des "variétés végétales effectivement issues de variétés protégées" (assimilées dans ce contexte aux "variétés essentiellement dérivées"), il conviendrait d'indiquer expressément que la variété initiale ne doit pas être elle-même une variété dérivée.

6. Bien qu'elles ne reprennent pas exactement le libellé utilisé dans l'Acte de 1991, les définitions des termes "variétés végétales" et "obtenteur" ne sont pas en contradiction avec l'esprit de l'Acte de 1991. Un libellé plus précis est toutefois recommandé.

7. En ce qui concerne la définition d'une "obtention végétale" figurant à l'article 2.2) du décret, il conviendrait d'ajouter le terme "nouvelle" et les mots "et est désignée par une dénomination appropriée". Les termes "et n'est pas notoirement connue" sont inutiles car cette notion est déjà couverte par le critère de "distinction".

8. Comme indiqué au paragraphe 14 ci-après, il conviendrait de remanier la définition des variétés végétales notoirement connues afin d'incorporer les éléments essentiels de l'article 7 de l'Acte de 1991.

Article 2 de l'Acte de 1991 : Obligations fondamentales des parties contractantes

9. Comme il est indiqué aux articles 1, 3 et 18 du décret, la protection des obtentions végétales est assurée au moyen de l'octroi de titres de protection délivrés par le Ministère de l'agriculture et du développement rural. Le décret est donc conforme à l'article 2 de l'Acte de 1991.

Article 3 de l'Acte de 1991 : Genres et espèces devant être protégés

10. Selon le premier alinéa de l'article 4 du décret, les obtentions végétales à protéger doivent appartenir aux espèces figurant dans une liste des plantes protégées publiée par le Ministère de l'agriculture et du développement rural. Cette liste n'a pas encore été publiée. Lorsqu'il déposera son instrument d'adhésion, le Viet Nam devra remettre une liste d'au moins 15 genres et espèces auquel il devra appliquer les dispositions de l'Acte de 1991 à la date à laquelle il deviendra lié par la convention.

Article 4 de l'Acte de 1991 : Traitement national

11. L'article 1.3) du décret prévoit que les nationaux et les personnes morales des pays ayant signé des accords ou adhéré aux arrangements internationaux relatifs à la protection des obtentions végétales auxquels le Viet Nam est partie jouissent des droits prévus dans le décret à l'intention des nationaux et des personnes morales du Viet Nam. Lorsque le Viet Nam aura adhéré à l'Acte de 1991, les nationaux des membres de l'UPOV liés par ledit acte et les personnes ayant leur domicile dans ces États devront bénéficier du traitement national conformément à l'article 4 de l'Acte de 1991.

12. Pour être pleinement conforme à l'article 4 de l'Acte de 1991, l'article 1.3) du décret devrait également mentionner les personnes ayant leur domicile dans les parties contractantes. Sous réserve de cette modification mineure, le décret permet au Viet Nam de se conformer à l'article 4 de l'Acte de 1991.

Articles 5 à 9 de l'Acte de 1991 : Conditions de la protection; nouveauté; distinction; homogénéité; stabilité

13. Les conditions de la protection énoncées à l'article 4.2) à 5) du décret incorporent les éléments essentiels des articles 5 à 9 de l'Acte de 1991.

14. Il convient d'apporter des précisions mineures et de fournir des renseignements complémentaires en ce qui concerne la "distinction". Selon la définition des "variétés notoirement connues" figurant à l'article 2.5), seules les variétés protégées ou ayant fait l'objet d'une demande de protection dans les pays qui ont signé des accords avec le Viet Nam doivent être considérées comme des variétés notoirement connues. Or, l'article 7 de l'Acte de 1991 prévoit que les variétés protégées ou ayant fait l'objet d'une demande de protection ou inscrites sur un registre officiel "dans tout pays" doivent être considérées comme des variétés notoirement connues. Il conviendrait également de préciser dans le décret que la demande de protection ou d'inscription rend la variété en question notoirement connue uniquement si elle aboutit à l'octroi de la protection ou à l'inscription sur le registre officiel.

15. En ce qui concerne la "nouveauté", l'Acte de 1991 prévoit que toute vente ou "remise" à des tiers aux fins de "l'exploitation" du produit de la récolte ou du matériel de reproduction ou de multiplication de la variété a une incidence sur la nouveauté de la variété. L'expression "aux fins de la commercialisation de la variété" figurant à l'article 4.5) n'est pas suffisamment précise. Des modifications mineures alignées sur le texte de la convention sont nécessaires.

Article 10 de l'Acte de 1991 : Dépôt de demandes

16. L'article 5 du décret définit les parties habilitées à déposer une demande de protection. Les articles 6 à 8 fixent la procédure applicable du dépôt de la demande à l'octroi du titre de protection. Le décret ne contient aucune disposition incompatible avec celles de l'article 10 de l'Acte de 1991.

Article 11 de l'Acte de 1991 : Droit de priorité

17. L'article 10 du décret autorise les revendications de priorité fondées sur une demande antérieure déposée dans un autre État pendant un délai de 12 mois à compter de la date de dépôt de la première demande, conformément à l'article 11.1) de l'Acte de 1991. Le décret donne au demandeur la possibilité de déposer une copie certifiée conforme de la première demande dans un délai de 90 jours à compter de la date de dépôt de la demande subséquente, conformément à l'article 11.2) de l'Acte de 1991. Le décret devrait incorporer en substance l'article 11.3) de l'Acte de 1991, qui permet à un demandeur revendiquant la priorité de la première demande de bénéficier d'un report de l'examen de la variété pouvant aller jusqu'à deux ans à compter de la date d'expiration du délai de priorité.

Article 12 de l'Acte de 1991 : Examen de la demande

18. L'article 8 du décret contient des dispositions relatives à l'examen des variétés candidates qui sont conformes à celles de l'article 12 de l'Acte de 1991.

Article 13 de l'Acte de 1991 : Protection provisoire

19. L'article 11.2) du décret prévoit des mesures destinées à sauvegarder les intérêts de l'obteneur pendant la période comprise entre le dépôt de la demande et l'octroi du droit d'obteneur, conformément à l'article 13 de l'Acte de 1991.

Article 14 de l'Acte de 1991 : Étendue du droit d'obteneur

20. L'article 11.1) et 3) à 7) du décret reprend les dispositions essentielles de l'article 14 de l'Acte de 1991. Selon l'article 11.1) du décret, la protection s'applique au produit de la récolte sans restriction. L'article 14.2) de l'Acte de 1991 prévoit que le produit de la récolte est protégé *seulement* "si l'obteneur n'a pas pu raisonnablement exercer son droit à l'égard dudit matériel de reproduction ou de multiplication". Il convient d'apporter une précision en conséquence à l'article 11 du décret.

Article 15 de l'Acte de 1991 : Exceptions au droit d'obteneur

21. L'article 11.7) du décret contient des dispositions concernant les exceptions au droit d'obteneur.

22. Le décret ne contient pas de disposition excluant de la protection les actes accomplis à titre expérimental comme le prévoit l'article 15.1) de l'Acte de 1991. Il est recommandé de prévoir cette exception.

23. L'article 11.7)b) permet aux agriculteurs de "s'échanger" le produit de la récolte aux fins de mise en culture l'année suivante. Cette disposition traitant du privilège de l'agriculteur semble aller au-delà de la conciliation des intérêts de l'obteneur et de ceux de l'agriculteur visée par l'exception facultative au droit d'obteneur prévue à l'article 15.2) de l'Acte de 1991.

24. Plus précisément, l'article 15.2) prévoit que "chaque partie contractante peut, dans des limites raisonnables et sous réserve de la sauvegarde des intérêts légitimes de l'obtenteur, restreindre le droit d'obtenteur à l'égard de toute variété afin de permettre aux agriculteurs d'utiliser à des fins de reproduction ou de multiplication, *sur leur propre exploitation*, le produit de la récolte qu'ils ont obtenu par la mise en culture, sur leur propre exploitation, de la variété protégée" [italiques ajoutés]. Il est recommandé de modifier légèrement l'article 11.7) du décret afin de réserver la possibilité d'échange de semences aux petits exploitants pratiquant l'agriculture de subsistance tout en préservant les droits des obtenteurs.

25. L'exception en faveur de l'obtenteur prévue à l'article 11.7)c) du décret est limitée au croisement, alors que l'article 15.1)iii) de l'Acte de 1991 indique que, dans le cadre de l'exception en faveur de l'obtenteur, le droit d'obtenteur ne s'étend pas aux "actes accomplis aux fins de la création de nouvelles variétés", ni, à moins que les dispositions relatives aux variétés essentiellement dérivées et à certaines autres variétés ne soient applicables, aux actes entrant dans le champ d'application du droit d'obtenteur, accomplis à l'égard de variétés issues d'activités de sélection. Il conviendrait donc de modifier le décret afin de prévoir toute l'étendue de l'exception en faveur de l'obtenteur.

Article 16 de l'Acte de 1991 : Épuisement du droit d'obtenteur

26. Les dispositions relatives à l'épuisement du droit d'obtenteur prévues à l'article 16 de l'Acte de 1991 manquent dans le décret.

Article 17 de l'Acte de 1991 : Limitation de l'exercice du droit d'obtenteur

27. L'article 13 du décret contient des dispositions relatives à l'octroi de licences obligatoires par le Ministère de l'agriculture et du développement rural pour des raisons d'intérêt national ou public. Le paiement d'une taxe d'exploitation des variétés est envisagé; toutefois, le décret prévoit que la taxe applicable devrait être déterminée d'un commun accord par le titulaire du titre de protection et les bénéficiaires des licences obligatoires. Bien que l'article 13 du décret reprenne l'essentiel des dispositions de l'article 17 de l'Acte de 1991, il est recommandé de préciser que la taxe d'exploitation doit correspondre à une "rémunération équitable" pour l'obtenteur.

Article 18 de l'Acte de 1991 : Réglementation économique

28. L'article 13.1) du décret est libellé ainsi : "Les titulaires de titres de protection d'obtentions végétales ne peuvent exercer le droit d'exploiter les nouvelles variétés en vue de la production à grande échelle sur le territoire du Viet Nam qu'à la condition que ces nouvelles variétés soient reconnues en tant que variétés nationales conformément à la réglementation du Ministère de l'agriculture et du développement rural." Cette réglementation concernant les variétés nationales doit être sans effet sur l'application des dispositions du décret concernant la protection des obtentions végétales. Le décret ne semble pas contenir de dispositions contraires à l'article 18 de l'Acte de 1991.

Article 19 de l'Acte de 1991 : Durée du droit d'obtenteur

29. L'article 9 du décret prévoit que la durée de la protection est de 25 ans à compter de la date de délivrance du titre de protection dans le cas des ligneux et de 20 ans pour les autres variétés végétales. Ces durées sont conformes aux dispositions de l'article 19 de l'Acte de 1991.

Article 20 de l'Acte de 1991 : Dénomination de la variété

30. L'article 4.6) et l'article 7.3)e) du décret contiennent des dispositions relatives à la dénomination des variétés qui satisfont à certaines exigences énoncées aux alinéas 1)a), 2) et 3) de l'article 20 de l'Acte de 1991.

31. La deuxième phrase de l'article 4.6) du décret indique que la dénomination approuvée par le service compétent constitue la dénomination officielle de la variété même après l'expiration de la période de protection et que "nul" ne peut l'utiliser librement. Cette disposition est contraire à la disposition figurant à l'article 20.7) (obligation d'utiliser la dénomination) de l'Acte de 1991. Il est proposé de modifier l'article 4.6) du décret afin d'ajouter que quiconque offre à la vente ou à la commercialisation le matériel de reproduction ou de multiplication d'une variété protégée est tenu d'utiliser la dénomination de cette variété.

32. Outre ce qui précède, il est recommandé d'ajouter dans le décret des dispositions relatives à la dénomination des variétés répondant aux exigences des alinéas 1)b), 4), 5), 6) et 8) de l'article 20 de l'Acte de 1991.

Article 21 de l'Acte de 1991 : Nullité du droit d'obtenteur

33. L'article 15 du décret contient des dispositions relatives à la nullité qui s'écartent des dispositions de l'article 21 de l'Acte de 1991. Il est recommandé de modifier l'article 15 du décret afin d'incorporer en substance les dispositions de l'article 21 de l'Acte de 1991.

Article 22 de l'Acte de 1991 : Déchéance du droit d'obtenteur

34. L'article 16 du décret contient des dispositions relatives à la déchéance qui s'écartent des dispositions de l'article 22 de l'Acte de 1991. Il est recommandé de modifier l'article 16 du décret afin d'incorporer en substance les dispositions de l'article 22 de l'Acte de 1991.

Article 30 de l'Acte de 1991 : Application de la convention

35. L'article 30.1)i) de l'Acte de 1991 porte que les parties contractantes "prévoient les recours légaux appropriés permettant de défendre efficacement les droits d'obtenteur". Les articles 20 et 21 du décret prévoient des recours civils et des sanctions pénales. Le décret est donc conforme à l'article 30.1)i) de l'Acte de 1991.

36. En vertu de l'article 30.1)ii) de l'Acte de 1991, les parties contractantes doivent "établir un service chargé d'octroyer des droits d'obtenteur ...". L'article 18 du décret prévoit que le Ministère de l'agriculture et du développement rural est chargé de la gestion étatique de la

protection des obtentions végétales. L'article 19 du décret porte que les commissions populaires des provinces et des villes dont l'administration est centralisée sont chargées de la gestion étatique des activités de protection des obtentions végétales dans leurs circonscriptions respectives. L'article 23 du décret prévoit en outre que le Ministère de l'agriculture et du développement rural assume la responsabilité principale en matière d'application du décret. Le décret est donc conforme à l'article 30.1)ii) de l'Acte de 1991.

37. En vertu de l'article 30.1)iii) de l'Acte de 1991, les parties contractantes sont tenues de publier des renseignements sur les demandes de droits d'obtenteur et les droits d'obtenteur octroyés, ainsi que sur les dénominations proposées et approuvées. L'article 7.5) et l'article 8.3)a) du décret prévoient que le service compétent publie les demandes et les décisions relatives à l'octroi de titres de protection des variétés dans une revue spécialisée. Ces dispositions satisfont aux exigences énoncées à l'article 30.1)iii) de l'Acte de 1991.

Conclusion générale

38. Le Bureau de l'Union suggère par conséquent que le Conseil

a) avise le Gouvernement du Viet Nam que le décret incorpore en substance dans ses principales dispositions l'essentiel de l'Acte de 1991 mais qu'il nécessite quelques précisions et modifications comme indiqué dans le présent document pour être pleinement conforme à l'Acte de 1991; une fois que ces précisions et modifications auront été apportées au décret à la satisfaction du Bureau de l'Union, le Viet Nam pourra déposer son instrument d'adhésion à l'Acte de 1991;

b) prie le Bureau de l'Union d'apporter son concours au Gouvernement du Viet Nam pour l'élaboration des précisions et modifications nécessaires et l'établissement d'une traduction plus satisfaisante du décret dans une ou plusieurs langues officielles de l'Union.

39. Le Conseil est invité à prendre note des renseignements ci-dessus et à adopter la décision figurant au paragraphe qui précède.

[L'annexe I suit]

ANNEXE I

Traduction d'une lettre datée du 18 février 2003

adressée par : M. Bui Ba Bong
Vice-ministre,
Ministère de l'agriculture et du développement rural
Viet Nam

à : M. Kamil Idris,
Secrétaire général de l'Union internationale pour
la protection des obtentions végétales (UPOV)

Objet : Demande d'examen de la conformité de la législation du Viet Nam sur les obtentions végétales avec l'Acte de 1991 de la Convention UPOV

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous informer que, le 20 avril 2001, le Gouvernement du Viet Nam a adopté un décret sur la protection des obtentions végétales.

Le Viet Nam a l'intention d'adhérer à la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales (Convention UPOV du 2 décembre 1961, révisée à Genève le 10 novembre 1972, le 23 octobre 1978 et le 19 mars 1991 (Acte de 1991)).

Conformément aux dispositions de l'article 34.3) de l'Acte de 1991, je vous serais extrêmement reconnaissant de bien vouloir demander au Conseil de l'UPOV d'examiner la conformité du décret du Viet Nam sur la protection des obtentions végétales (ci-joint) avec les dispositions de l'Acte de 1991.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma très haute considération.

(Signé :) M. Bui Ba Bong
Vice-ministre de l'agriculture
et du développement rural

Pièce jointe : traduction du décret en anglais.

[L'annexe II suit]

ANNEX II / ANNEXE II / ANLAGE II / ANEXO II

[In English only / En anglais seulement / Nur auf Englisch / En Inglés solamente]

DECREE No.13/2001/ND-CP OF APRIL 20, 2001
ON THE PROTECTION OF NEW PLANT VARIETIES

THE GOVERNMENT

*Pursuant to the Law, on Organization of the Government of September 30, 1992;
Pursuant to the Civil Code of October 28, 1995;
At the proposal of the Minister of Agriculture and Rural Development*

DECREES:

CHAPTER 1

GENERAL PROVISION

Article 1

Scope of application

1. This Decree is promulgated to protect the interests of organizations and individuals that select, create or have the legitimate right to inherit new plant varieties on the Vietnamese territory (including agricultural and forest plant varieties- called new plant varieties in this Decree) to encourage organizations and individuals of all economic -sectors to invest in selecting, creating and using new plant contributing to the agricultural and rural development.
2. This Decree lays down the principles and conditions for being granted the titles of protection of new plant varieties (called the protection titles for short); the order and procedures for granting of the protection titles; interests and obligations of the protection title holders; the nullity and cancellation of the protection titles; the State management and sanctions related to the protection of new plant varieties.
3. New plant varieties owned by, organizations and individuals of the countries which have together with Vietnam signed or acceded to international agreements on the protection of new plant varieties, shall be protected in Vietnam according to the provisions of this Decree, except otherwise provided for in international agreements which the Socialist Republic of Vietnam has signed or acceded to.
4. New plant varieties selected and created by domestic organizations and individuals, which are related to national interests and need to be kept secret, shall be subject to separate regulations of the State.

Article 2

Interpretation of terms

In this Decree, the following terms are construed as follows:

1. “Plant variety” is a group of plants of the lowest level in the botanic classification, which should meet the following conditions:
 - a) Being recognized through the manifestation of characteristics dictated by their genotype;
 - b) Being distinguishable from any other group of plants through the manifestation of at least one characteristic mentioned at Point a of this Clause;
 - c) Being stable in the multiplicative process.
2. “New plant variety” means a plant variety, which is distinctive, uniform, stable and not common- knowledge.
3. “Protected new plant variety” means a new plant variety, which is granted the protection title.
4. “Plant varieties actually originated from protected plant varieties” mean plant varieties newly created from the protected plant varieties (original varieties) by some selective creation methods, for example: variation selection (natural or artificial mutations, somatic variations, selection of individual variations from original plants), back-crossing, gene transfer, cell fusion, which basically retain characteristics like the original varieties and differ from the original varieties in one or several characteristics.
5. “Common knowledge plant varieties”, including:
 - a) New plant varieties protected by the State;
 - b) New plant varieties with the applications for protection thereof having been filed and published by the competent bodies on a specialized journal;
 - c) Plant varieties recognized as national varieties;
 - d) Specialty plant varieties of localities, recognized by the provincial/municipal Agriculture and Rural Development Services;
 - e) Varieties mentioned at Points a and b of this Clause, of the countries that have signed agreements with Vietnam on the protection of new plant varieties.
6. “Stock” means whole trees or parts thereof such as seeds, saplings, cuttings, grafts, tissues, cells, budding, tuber, trunk sections used for production of new plants.
7. “Harvested products” are whole trees or any part thereof collected from the cultivation of the stocks of protected varieties.

8. “Breeders of new plant varieties” mean individuals or a group of persons who have used the plant gene source to select, create or transform wild plants into new plant varieties.
9. “Protection title holders” are organizations and individuals that are granted the protection titles or entitled to transfer or inherit the protection titles and have the right to lawfully own new plant varieties.
10. “Examination of distinctiveness, uniformity and stability,” (hereinafter called DUS test means the examination on fields or in laboratories according to the set procedures to determine the distinctiveness, uniformity, and stability, of new plant varieties.
11. “Licensing” means the transfer of the right to use plant varieties to those who need to use them.

Article 3

General principles for the protection of the rights over new plant varieties

1. The State recognizes and protects the rights over new plant varieties in the form of granting protection titles.
2. All activities of selecting, creating, producing, trading in and using new plant varieties protected by the State shall have to comply with the provisions of this Decree and other relevant legal documents.
3. Titles of protection of new plant varieties shall be granted only once to those entitled to own protection titles after the appraisal of the dossier form and the appraisal of the dossier contents; no re-granting shall be made.
4. Grantees of the titles of protection of plant varieties shall have to pay an appraisal fee and annual fees to maintain the effect of their protection titles.

CHAPTER II

CONDITIONS, ORDER AND PROCEDURES FOR GRANTING OF PROTECTION TITLES

Article 4

Conditions for new plant varieties to be protected

To be protected, new plant varieties must meet all the following conditions:

1. New plant varieties must belong to the branches and species of plants on the list of protected plants, publicized by the Ministry of Agriculture and Rural Development it.
2. New plant varieties must be distinctive.

A plant variety shall be regarded as being distinctive if it bears one or many, principal characteristics obviously distinctive from plant varieties that are common- knowledge at the time the applications for protection are filed.

3. New plant varieties must be uniform.

A plant variety shall be regarded as being uniform if all of its plants manifest the same principal characteristics excluding disparities within a permitted extent for some specific characteristics during the multiplicative process.

4. New plant varieties must be stable.

A plant varieties shall be regarded as being stable if, when being multiplied by the gamogenetic or clonal method, its principal characteristics still retain the manifestations as initially described, without any changes after each multiplicative crop or at the end of each multiplicative cycle.

5. New plant varieties must be commercially new.

A plant varieties shall be regarded as being commercially new if at the time the application for its protection is filed, the stock or harvested product of such plant variety had not yet been sold or distributed for the purposes of plant variety trading by the person entitled to file such application or by a legally authorized person one year before the date the application is filed on the Vietnamese territory, and six years before the date the application is filed outside the Vietnamese territory for groups of woody and vine plants, and four years for other groups of plants.

6. New plant varieties must bear appropriate appellations, easily distinguishable from those of other plant varieties of the same species, which are widely known. The appellations of new plant varieties shall after being approved in writing by the competent bodies, be the official appellations, even after the expiry of the protection duration and nobody may use them freely.

The following way of appellation shall not be accepted by the State:

- a) Consisting of only numerals;
- b) Violating social ethics;
- c) Easily causing misunderstanding of the characteristics and properties of the species or the breeder's biography;
- d) Being identical or confusingly similar to protected trademarks, origin appellations of products; being identical or similar to harvested products of such plant varieties.

Article 5

Subjects entitled to request the granting of protection titles

1. Organizations selecting and creating new plant varieties with the source of State budget capital or their own sources of capital shall be entitled to file applications for protection titles.

For individuals (breeders) performing the task of selecting and creating new plant varieties assigned by particular organizations, such organizations shall be entitled to file applications for protection titles.

2. Breeders selecting and creating new plant varieties with their own efforts and financial sources shall be entitled to file applications for protection titles.

3. For new plant varieties selected and created under cooperation contracts between the parties, the right to file applications shall be agreed upon by the parties to the contracts; where the party entitled to file an application is not specified in the contract, the party that hires persons to create new plant varieties shall be entitled to file an application.

4. Where more than one organization or individual file applications for protection titles related to the same new plant variety, the organization or individual that is the first to file the dossiers shall be accepted and considered for the granting of the protection title for the new plant varieties according to the provisions of this Decree.

5. Where the subjects stated in Item 4 of this Article file their applications on the same day, the application of the organization or individual that is the first to select and create the new plant variety at issue shall be accepted and considered for the granting of a protection title. Where it is impossible to identify which organization or individual is the first to create the new plant varieties, the competent body may refuse to accept their applications. The above organizations and individuals may agree with one another on together filing a sole application and being co-holders of the granted protection title.

Article 6

Dossiers of application for protection titles

1. The applicant for a protection title shall submit a dossier consisting of:

- a) An application for a protection title;
- b) Documents describing the variety according to the set form together with its photos;

The dossier must be in Vietnamese; where a foreign organization or individual applies for a protection title, the Vietnamese-language dossier must be enclosed with an English-language version.

2. Organizations or individuals applying for protection titles shall have to directly submit or authorize other organizations or individuals to represent them in submitting their dossiers to the competent bodies.

3. Foreign organizations or individuals that have lawful representatives in Vietnam and apply for protection titles may directly submit or authorize other organizations or individuals having the legal person status to represent them in submitting their dossiers to the competent bodies.

Where foreign organizations or individuals have no lawful representatives in Vietnam and wish to apply for protection titles, they shall have to submit their dossiers and carry out related procedures through representation service organizations having the legal person status to represent them in submitting their dossiers.

4. Where dossiers of application for protection titles are compliant with the provisions of Clause 1 of this Article, the competent bodies shall have to certify the date of submission and clearly inscribe the applications' number signs.

Article 7

Appraisal of the form of the dossiers of application for protection titles

1. Within 15 days after the date on which the dossiers are submitted, the competent bodies shall have to complete the appraisal of the dossier form, determine the dates of submission of valid dossiers and the priority dates. If detecting that the dossiers are incomplete or imperfect, they shall have to notify the dossier submitters thereof. Within 30 days after the date of receipt of such notice, the dossier submitters shall have to come and give explanations or revise and make additions to their dossiers. Where revised or supplemented dossiers remain inappropriate or no revision or supplement is made, the competent bodies may decline to consider them.

2. The date of submission of valid dossier is determined as the date on which the dossier no longer contains any error or the date on which the dossier is completed by the submitter and accepted by the competent body.

3. Within 90 days after the date the applicants for protection titles submit valid dossiers, the competent bodies shall have to complete the step 1- appraisal of the following contents:

- a) Whether or not the dossier submitters are eligible as prescribed in Article 5 of this Decree;
- b) Whether or not the new plant varieties belong to the branches and species on the list of those protected by the State as prescribed in Clause 1 of Article 4;
- c) Whether or not the new plant varieties fall into the categories specified in Clauses 3 and 4, Article 1 of this Decree;
- d) Whether or not the new plant varieties meet the condition on commercial newness as prescribed in Clause 5, Article 4 of this Decree;
- e) Whether or not the appellations of the new plant varieties comply with Clause 6, Article 4 of this Decree. If the appellations of the new plant varieties do not comply therewith, the competent bodies shall have to notify the dossier submitters thereof. The dossier submitters

shall have to give new appellations and submit them to the competent bodies within 15 days after receipt of the latter's notices. If the varieties' new appellations still fail to comply, the competent bodies may decline to consider such dossiers.

4. In the process of appraising the dossier content, the competent bodies may request the dossier submitters to correct errors related to the content and form of their dossiers. If the dossier submitters do not come to supplement and/or revise them, the competent bodies may reject such dossiers.

5. In case where the competent bodies accept the dossiers in writing, after conducting the step 1- appraisal, they shall publish the notices thereof on a specialized journal and inform such to the applicants for the latter to come and carry out the procedures for the step 2 appraisal.

Article 8

Appraisal of the contents of dossiers of application for protection titles

1. Within 15 days after receipt of the notices proscribed in Clause 5, Article 7 of this Decree, the dossier submitters shall have to submit their variety sample to the DUS tested agency.

2. DUS test shall be conducted according to test guidelines applicable to each new plant species, which are issued by Ministry of Agriculture and rural development. The competent bodies shall conduct the step 2-appraisal of the distinctiveness, uniformity and stability of the new plant varieties on the basis of the DUS test results of the test agency.

3. After the step 2-appraisal results are made available, the competent bodies shall have to:

a) Publish on a specialized journal their intention to grant the protection titles if the new plant varieties comply with the provision of Clause 2,3 and 4, Article 4 of this Decree;

b) Within 30 days after the competent bodies publish of a specialized journal notices of their intention to grant the protection titles, if there are no opinions against such notices, they shall complete the procedures for granting the protection titles; if there are opinions against such notices, within 30 days after receiving such opinions, the competent bodies shall have to consider them and make conclusions;

c) Reject the applications and notify the dossier submitters, publish on specialized journal the notices that the dossiers are, after undergoing the step 2-appraisal, not compliant with the provisions of Clause 2,3 and 4, Article 4 of this Decree.

4. If disagreeing with the rejection of their applications, within 30 days after receiving the application- rejecting notices, the dossier submitters may lodge written complaints with the Ministry of Agriculture and Rural Development.

5. For varieties eligible for being granted the protection titles, the Ministry of Agriculture and Rural Development shall sign decisions to grant the protection title holders. The Ministry

of Agriculture and Rural Development may grant copies of the protection titles to their holders if the latter can give plausible reasons thereof.

Article 9

Term of protection of new plant varieties

Term of protection is 20 years for new plant varieties, 25 years for woody plants, as from the date of granting of the protection titles.

Term of protection of new plant varieties shall be counted from the date of granting of the protection titles to the end of the date of expiry of the effective terms of the protection titles or to the date of termination of the effect thereof.

Article 10

Priority right

1. The applications for the titles of protection of new plant varieties may request the enjoyment of priority right if they file, within 12 months after filing first application in the countries which have, together with Vietnam, signed or acceded to international agreements on the protection of new plant varieties, second application for the protection of the same plant varieties on Vietnam's territory.

2. Within 90 days after submitting the second dossiers, organizations and individuals that wish to enjoy the priority right shall have to submit to the competent bodies the copies of dossiers of the first applications with certification by the bodies that received them, samples and other evidences to prove that the new plant varieties are the same in the two applications.

3. The applications for the protection titles enjoying the priority right shall have the corresponding priority date being the date of filing of the first valid applications

CHAPTER III

INTEREST AND OBLIGATIONS
OF PROTECTION TITLE HOLDERS AND BREEDERS OF NEW PLANT VARIETIES

Article 11

Rights of protection title holders

1. The holders of the titles of protection of new plant varieties may permit or not permit the use of the stocks of the protected varieties, harvested products from the cultivation of the stocks of the protected varieties in the following activities:

a) Production or multiplication for the business purpose;

- b) Processing of varieties for the business purpose;
 - c) Sale offers;
 - d) Sale of other forms of business;
 - e) Export;
 - f) Import;
 - g) Storing for conducting activities specified at Points a, b, c, d, e and f of this Clause.
2. During the time from the date they file valid applications to the date they are granted titles of protection of new plant varieties, the protection title holders may request other organizations and/or individuals to pay compensation for damage caused by their acts related to the protected plant varieties' stocks and harvested products according to the provisions of Clause 1 of this Article, which are not yet permitted by the protection title holders.
3. The protection title holders' rights over the activities specified in Clauses 1 and 2 of this Article shall also apply in the following cases:
- a) New plant varieties actually originated from the protected varieties which themselves are not actually originated from another protected variety;
 - b) New plant varieties, which are not obviously distinctive from protected varieties;
 - c) New plant varieties the multiplication of which requires the repeated use of protected varieties.
4. The protection title holders may themselves exploit or transfer the right to exploit new plant varieties to other organizations and/or individuals. Contracts for transfer of the right to exploit new plant varieties shall be made in writing and registered with competent bodies.
5. The protection title holders may inherit and transfer the right to own the protection titles according to law provisions.
6. The protection title holders may request the competent bodies to handle acts of infringing upon their rights and request the infringers to pay compensation for damage.
7. The holders of the titles of protection of varieties may not enjoy the right to protection of their varieties in the following cases:
- a) Varieties used for personal purposes and not for commercial purposes;
 - b) Farmers who cultivate stocks of the protected varieties use the harvested products as strains for subsequent crops at their farms or for exchange among farming households;
 - c) Varieties used for cross-breeding to create other new plant varieties, except cases where such varieties are actually originated from the protected varieties

Article 12

Obligations of the protection title holders

The protection title holders shall have the following obligations:

1. To personally preserve or authorize other persons to preserve the stocks of the protected varieties and supply such stocks at the requests of the competent bodies for custody at the gene bank, for use as standard samples for cultivation to enable the inspection of the distinctiveness, uniformity and stability of the protected varieties;
2. The protection title holders being Vietnamese organizations and individuals shall have to pay remuneration to the breeders stated in Article 5 of this Decree. If there is no other agreement between the breeders and the protection title holders, the minimum remuneration level shall not be lower than 20% of the profits carried by the protection title holders from the exploitation of the new plant varieties each year; or 30% of the total payment the protection title holders receive from each sale of license or from the compensation for the granting of non-voluntary licenses;
3. To pay fees when submitting the dossiers of application for the appraisal of the forms and contents of the dossiers of application for protection titles and pay annual fees as from the year they are granted the protection titles so as to maintain the effect of such protection titles;
4. Vietnamese organizations and individuals may transfer the right to own the titles of protection of new plant varieties to foreign organizations and individuals when so permitted by the Ministry of Agriculture and Rural Development.

Article 13

Restrictions on the rights of the protection title holders

1. The holders of the titles of protection of new plant varieties may exercise the right to exploit the new plant varieties for mass production on Vietnamese territory only when such new plant varieties are recognized as national varieties according to the regulations of the Ministry of Agriculture and Rural Development.
2. In the national interests or public interests, the competent bodies may issue decisions to grant non-voluntary licenses to exploit the protected new plant varieties. The granting of non-voluntary licenses shall be effected only under the conditions specified in Article 802 of the Civil Code.

The Ministry of Agriculture and Rural Development is the State body competent to consider and issue decisions to grant non-voluntary licenses to exploit the protected plant varieties.

Organizations and individuals that are granted non-voluntary licenses shall have to pay a variety exploitation fee to the protection title holders at a rate agreed upon by themselves according to law provisions.

Within 30 days after receiving the decisions to grant non-voluntary licenses, if the protection title holders disagree with such decisions, they may lodge complaints with the competent State bodies according to the provisions of the Law on Complaints and Denunciations.

Article 14

Rights and obligations of the breeders of new plant varieties

1. The breeders of new plant varieties, who are specified in Clauses 1, 2 and 4, Article 5 of this Decree, shall have the following rights:
 - a) To have their names inscribed in the titles of protection of new plant varieties and in the national register of new plant varieties;
 - b) To receive remuneration from the protection title holders according to the provisions of Clause 3, Article 12 of this Decree;
 - c) To request the competent bodies to handle or initiate lawsuits against the infringement upon their rights specified at Points a and b, Clause 1 of this Article.
2. The breeders of new plant varieties shall have the duty to help the protection title holders to perform the obligation of preserving the stocks of the protected new plant varieties.

CHAPTER IV

NULLITY AND CANCELLATION OF PROTECTION TITLES

Article 15

Nullity of protection titles

1. The protection titles shall be null when one of the following violations is committed:
 - a) The protection title holders fail to perform the obligations specified in Article 12 of this Decree;
 - b) The plant varieties fail to ensure their uniformity or stability as at the time the protection titles are granted.
2. Any third part may send written requests to the competent bodies to consider the nullity of the effect of the protection titles for the reasons specified in Clause 1 of this Article.
3. The protection titles shall resume their effect after their holders have performed all obligations specified in Article 12 or regained their uniformity or stability as at the time there are granted.

Article 16

Cancellation of protection titles

The protection titles shall be cancelled in the following cases:

1. The plant varieties no longer maintain their inherent characteristics and properties as at the time the protection titles are granted.
2. The holders of the titles of protection of new plant varieties voluntarily request a competent body to cancel the protection titles.
3. When it is detected that the protection title holders are not eligible subjects as prescribed in Article 5 of this Decree.

Article 17

Effect of the nullity and cancellation of protection titles

1. When the titles of protection of new plant varieties are cancelled, their holders shall have to return the whole or part of the expenses to the license purchasers to exploit the new plant varieties or to the transferees of the right to own such protection titles.
2. The decisions to null or cancel the protection titles ahead of time shall not affect the previous decisions of the Court or the Minister of Agriculture and Rural Development regarding acts of infringing upon the protection title holders' rights.
3. During the time of nullity of the protection titles, their holders shall not enjoy the rights specified in Article 11 of this Decree.
4. If the protection title holders disagree with the decisions to suspend or cancel the effect of their protection titles, they may lodge their complaints thereabout and shall have their complaints settled according to the Law on Complaints and Denunciations.

CHAPTER V

STATE MANAGEMENT ON"ER THE
PROTECTION OF NEW PLANT VARIETIES

Article 18

*Tasks and powers of the Ministry of Agriculture and Rural Development
in the State management over the protection of new plant varieties*

1. The Ministry of Agriculture and Rural Development shall perform the State management over the protection of new plant varieties and have the responsibility to:

- a) Submit to the competent State bodies for promulgation or promulgate according to its competence legal documents on the protection of new plant varieties;
 - b) Grant or withdraw protection titles;
 - c) Organize the personnel training to meet the requirements of the protection of new plant varieties;
 - d) Supervise, inspect and handle violations of the protection of new plant varieties;
 - e) Settle complaints and denunciations related to the protection of new plant varieties.
2. The Ministry of Agriculture and Rural Development shall assign competent agency to perform the State management over the protection of new plant varieties, with the task of organizing and guiding the compilation, receipt and appraisal of dossiers and submitting them to the Ministry's leadership for granting, nullity, cancellation or withdrawal of the titles of protection of new plant varieties.

Article 19

Responsibilities of the People's Committees of the provinces and centrally-run cities

The People's Committees of the provinces and centrally-run cities shall perform the function of State management over activities of protecting new plant varieties in their respective localities and have the following tasks:

1. Organizing the management of new plant varieties within their respective localities under the guidance of the Ministry of Agriculture and Rural Development;
2. Inspecting and handling according to their competence acts of infringing upon the new plant variety copyright in their respective localities.

CHAPTER VI

HANDLING OF VIOLATIONS

Article 20

Handling of violating organizations and individuals

Organizations and individuals that commit acts of violating the law provisions on the protection of new plant varieties shall, depending on the nature and seriousness of their violations, be sanctioned or examined for penal liability before law; if causing serious damage, they shall have to pay compensation according to law provisions.

Article 21

Handling of persons with positions and powers, who commit acts of violation

Those who abuse their positions and powers to commit acts of violating the regulations on the protection of new plant varieties, on the granting of protection titles, cover up violators of the legislation on the protection of new plant varieties and commit other acts contrary to the law provisions on the protection of new plant varieties, shall, depending on the nature and seriousness of their violations be disciplined or examined for penal liability according to law provisions.

CHAPTER VII

IMPLEMENTATION PROVISIONS

Article 22

Implementation effect

This Decree takes effect 15 days after its signing; all previous provisions contrary to this Decree are all annulled.

Article 23

Implementation provisions

1. The Ministry of Agriculture and Rural Development shall assume the prime responsibility and coordinate with the Ministry of Science, Technology and Environment in guiding the implementation of this Decree.
2. The Ministry of Finance shall have to coordinate with the Ministry of Agriculture and Rural Development in guiding the rates and use of charges and fees for the protection of new plant varieties.
3. The Ministers, the Heads of the ministerial-level agencies, the Heads of the agencies attached to the Government and the presidents of the People's Committees of the provinces and centrally-run cities shall have to implement this Decree.

On behalf of the Government

Prime Minister

PHAN VAN KHAI

[End of Annex II and of document/
Fin de l'annexe II et du document/
Ende der Anlage II und des Dokuments/
Fin del Anexo II y del documento]